



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/AC.182/L.88  
14 février 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ SPÉCIAL DE LA CHARTE DES  
NATIONS UNIES ET DU RAFFERMISSEMENT  
DU RÔLE DE L'ORGANISATION

EXAMEN DU RÔLE DU CONSEIL DE TUTELLE

### Note du Secrétariat

#### TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 4	2
II. RÉPONSES REÇUES D'ÉTATS MEMBRES . . . . .		3
A. Antigua-et-Barbuda . . . . .		3
B. Malaisie . . . . .		4

## I. INTRODUCTION

1. À l'alinéa e) du paragraphe 4 de sa résolution 50/52 du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale priait le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation d'examiner les propositions concernant le Conseil de tutelle. À cet égard, il convient de rappeler qu'à la même date, l'Assemblée a également adopté la résolution 50/55 dans laquelle elle priait le Secrétaire général d'inviter les États Membres à présenter, le 31 mai 1996 au plus tard, des observations écrites sur l'avenir du Conseil de tutelle et de présenter à l'Assemblée le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la fin de sa cinquantième session, pour qu'elle l'examine comme il se doit, un rapport récapitulant les observations faites par les États Membres sur la question.

2. Par une note datée du 27 décembre 1995, le Secrétaire général, conformément à ladite résolution, a invité les États Membres à présenter avant le 31 mai 1996 les observations écrites à inclure dans le rapport.

3. Au 12 février 1996, deux réponses avaient été reçues des Gouvernements d'Antigua-et-Barbuda et de Malaisie. Ces réponses sont distribuées ci-joint pour l'information du Comité spécial.

4. Les réponses d'autres gouvernements qui seront reçues avant la fin de la session du Comité spécial seront diffusées en tant qu'additif au présent document.

## II. RÉPONSES REÇUES D'ÉTATS MEMBRES

### A. ANTIGUA-ET-BARBUDA

[Original : anglais]  
[25 janvier 1996]

Par l'intermédiaire de sa mission permanente, le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda déclare qu'il a étudié attentivement le rapport de la Sixième Commission (A/50/646), et qu'à l'heure actuelle, il ne voit aucune raison de maintenir le Conseil de tutelle.

Cette position ne modifie en rien le fait que, de par ses interventions à la Première Commission sur les questions ayant trait à l'Antarctique, Antigua-et-Barbuda se trouve au premier rang des pays désireux de préserver le patrimoine commun de l'humanité et qu'elle est très active en ce qui concerne l'environnement.

Tous les problèmes analysés dans le document A/50/646 doivent être traités par la Deuxième Commission. Celle-ci peut en effet traiter les questions évoquées dans ce rapport et, en période de graves difficultés financières, il faut s'efforcer de réduire le volume de travail plutôt que le gonfler inutilement, en améliorant l'efficacité et en évitant les doubles emplois.

On peut certes avancer que le Conseil de tutelle existe déjà, mais il est envisagé de lui assigner de nouvelles fonctions qu'une commission existante peut remplir; telle est la raison pour laquelle nous évoquons un gonflement du volume de travail ou, si l'on préfère, un double emploi.

B. MALAISIE

[Original : anglais]

[7 février 1996]

Le Conseil de tutelle ayant rempli son mandat, la Malaisie estime qu'il devrait être supprimé.

-----